

# 1 D'hier à aujourd'hui 1960-1986

La vie quotidienne des habitants de ce Territoire a beaucoup changé depuis une vingtaine d'années, et ceci dans tous les domaines : économique, social, politique, culturel, religieux... Ce changement traduit-il une rupture avec un passé "traditionnel" qui est souvent vécu rétrospectivement avec nostalgie ou s'inscrit-il dans une certaine continuité ? En dépit de certaines apparences, c'est la seconde hypothèse qui a été retenue ici. Certes, en 1960, la vie des hommes continue à se dérouler dans le cadre des structures héritées de la période coloniale, mais le système connaît de sérieux signes de dysfonctionnement. Tout simplement parce que la Polynésie française, en dépit de son isolement géographique, n'échappe pas, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au processus de décolonisation qui emporte la planète, un processus inséparable d'une certaine ouverture au monde qui, deux siècles après la "Découverte", constitue ce que l'on pourrait appeler le "second choc de la modernité".

Une décolonisation politique très progressive qui s'effectue dans un contexte social qui ne cesse de s'aggraver avec le développement de la crise de l'économie de traite. Une opportunité que saisit un leader polynésien, Pouvanaa a Oopa, pour fonder un nationalisme authentiquement populaire qui lie le problème de l'émancipation politique à celui de la réforme sociale. Un projet politique bien près de se réaliser (loi-cadre Defferre) jusqu'à ce que, avec l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, les intérêts de l'État ne coïncident à nouveau avec ceux des privilégiés du système colonial. Un projet qui, vingt ans après, n'a rien perdu de son actualité ; dans un tout autre contexte...

## Une formation sociale originale

74,2% de "Polynésiens", 10,1% de "Demis", 11,3% de "Chinois", 4,4% d'"Européens" et autres blancs : une petite communauté de 84 551 habitants (recensement de 1962) qui, en situation coloniale, il convient de le rappeler, n'a jamais succombé aux démons du racisme. Mais elle n'en constitue pas pour autant une formation sociale harmonieuse,

car elle est le produit des transformations historiques complexes qui, à compter de la Découverte, ont affecté l'ancienne civilisation *ma'ohi* pour aboutir à l'émergence de catégories socio-culturelles originales dont, au-delà des classifications simplistes (et des rapports démographiques très approximatifs qu'elles entraînent), il importe de préciser le contenu, du moins en ce qui concerne les trois principales. Cette analyse est nécessaire à la compréhension de ce qui fait l'objet de ce chapitre : le fonctionnement de la société globale dans les années 60... et les tensions qui la traversent, inhérentes à sa formation.

## Les "héritiers"

Les Polynésiens, ou mieux les *Ta'ata Tahiti*, les *Ta'ata Rurutu* ... tous ceux que les *popu'a* (blancs) qualifient volontiers d'"indigènes", sont, pour la plupart, encore rassemblés dans des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs (les *mata'eina'a*) dont l'existence atteste une certaine continuité de l'Histoire. Une continuité qui n'a pas été totalement brisée par les événements tragiques (guerres, épidémies, éradication du paganisme entre autres...) qui, dans les décennies suivant la Découverte, ont sapé les bases matérielles et spirituelles de l'ancienne civilisation *ma'ohi* et du système économique et social ayant pour fonction de la reproduire. Dans le domaine (*pae varua*) des "croyances et des pratiques populaires relevant de la vision du monde non matériel", comme dans celui (*pae maa*) de la techno-économie et de l'organisation sociale, ces communautés sont en effet les légataires de ce qui, dans l'héritage "traditionnel", n'a pas été radicalement détruit par la violence initiale du contact. Et ceci au prix d'un "compromis historique" - la formule est d'Alain Babadzan - dont les termes se sont progressivement élaborés tout au long de la phase d'acculturation au monde occidental qui débute avec la conversion massive au christianisme et développe ses ultimes conséquences avec l'imposition tardive, en milieu populaire (fin du XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> siècle) d'une économie de traite fondée sur le coprah.

Un "compromis" (j'aurai l'occasion d'y revenir dans cette Encyclopédie) qui est "médiation" au sens étymologique du terme, c'est-à-dire relation de réciprocité entre les

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° : 30312 e41  
Cote : B



Un *fare* missionnaire à Papetoai en 1848. Installés sur des *tenua* qui leur ont été "donnés" par les communautés locales les missionnaires de la L.M.S., livrés à eux-mêmes, devront s'intégrer à l'environnement physique et social ambiant pour mener à bien leur entreprise d'évangélisation.



Un fusilier marin vers 1870. La colonisation militaire initiée par Armand Bruat en 1846 (voir volume 7, pp. 89-90) a été un échec. Quelques anciens combattants des guerres coloniales, menées à Tahiti en 1844 et aux îles Sous-le-Vent en 1854 et en 1896-1898, n'en ont pas moins fait souche localement.

valeurs et les principes qui, dans chacun des systèmes en présence, le *ma'ohi* et l'occidental, fondent et justifient l'existence des formes d'organisation sociale et des institutions qui gouvernent la vie familiale, la vie économique, la vie religieuse...

Un compromis qui, tout au long de la période en cause - la présence de l'administration coloniale, à compter du Protectorat, restera toujours fort discrète dans les districts - a eu ses médiateurs privilégiés : je veux parler des Églises majoritaires, la Réformée et la Catholique qui, en se relayant dans le temps et dans l'espace, vont jouer un rôle décisif dans l'accouchement du monde nouveau. En convertissant les *Ma'ohi* au christianisme, elles ne vont pas seulement mettre un terme au processus de désintégration - l'effondrement des structures démographiques en témoigne - menaçant d'emporter une société dont la violence naturelle, inhérente à l'ordre social *ari'i*, a été portée à son paroxysme à l'occasion du "contact". Tout en imposant un nouveau consensus idéologique, elles vont aussi investir progressivement et subvertir ce qui reste des anciennes structures. Ce faisant, en s'enracinant dans la réalité socio-spatiale des districts, les Églises vont, dans une très large

mesure, jeter les fondements spirituels et matériels sur lesquels va s'édifier une nouvelle société *ma'ohi*. Plus précisément, une catégorie socio-culturelle "traditionnaliste" (A. Babadzan) disposant d'un certain espace de liberté au sein d'une formation sociale territoriale, dans le cadre du système colonial, dominée (entre autres) par les Demis, ou du moins par certains d'entre eux.

### Les Demis : une catégorie socio-culturelle peu homogène

Les Demis, dans les années 60, ne tiennent pas particulièrement à être confondus avec les Polynésiens. Même si, en raison du caractère inextricable des liens de parenté existant dans une aussi petite communauté, ils comptent parmi eux d'innombrables *feti'i*. Même si, dans le monde rural notamment, il en est beaucoup qui en ont objectivement le statut. Une réalité complexe que je me contenterai d'évoquer, en ayant, bien entendu, recours à l'histoire.

Polynésiens et Demis ont en commun d'être métissés, c'est-à-dire d'avoir pour ancêtres des soldats de l'infanterie coloniale ou des marins (déserteurs ou non), des gendarmes ou des missionnaires, des fils de

famille en rupture de ban... qui, joignant l'utile à l'agréable, ont tenté de faire fortune en Océanie (ou de faire triompher leurs idées pour les plus vertueux) tout en succombant aux charmes des femmes du pays... Communauté d'origine ne signifie pas pour autant communauté de destin et, à sacrifier aux jeux de l'amour dans une société qui accueille volontiers les éléments allogènes, tout en intégrant à ses propres conceptions les valeurs dont ils sont porteurs, on ne s'enrichit pas forcément. Nombreux sont, hier comme aujourd'hui encore, les descendants des premiers immigrants que rien, sinon leurs patronymes aux consonances anglo-saxonnes ou françaises, ne permet de distinguer de la masse de la population.

Et cependant, il en est qui n'oublient pas dans les bras des *vahine* qu'ils sont venus en Polynésie pour faire du "business". Je n'insisterai pas ici, faute de place, sur la formation d'une petite bourgeoisie, urbaine dès l'origine (commerçants, artisans, petits fonctionnaires...), qui constitue ce que l'on pourrait appeler une classe moyenne en gestation.

Pendant l'époque coloniale, l'essentiel est en effet ailleurs. Dès 1850, le principal objet du "business" est la terre, sur laquelle on peut planter des cocotiers produisant l'huile de coco, puis le coprah qui va devenir le principal moteur de l'économie coloniale. Les premières cocoteraies ont déjà conquis les *fenua* des riches héritières de l'ancienne aristocratie polynésienne des *ari'i* fort opportunément épousées par certains colons. Ces plantations vont se multiplier rapidement à partir du moment, en 1880, où l'application effective de la législation métropolitaine (le Code civil) permet à un vaste domaine foncier,



Un fonctionnaire *papa'a* à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Quand il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur le Substitut "s'encanaque".

A droite :  
Portrait de jeune fille.  
Aquarelle de  
F. Marant-Boissauveur.

Cette jeune fille de la société "demie" est habillée à l'européenne, conformément à son statut, mais elle n'a rien perdu de la grâce qu'elle doit à ses origines polynésiennes.



*popa'a* puis "demi", de se constituer dans des conditions souvent douteuses, grâce à la mobilisation des propriétés indigènes dûment répertoriées et rendues aliénables. Dès lors, la production de coprah va se développer rapidement et favoriser l'émergence d'une société typiquement coloniale dont les intérêts et les valeurs n'ont pas grand-chose en commun avec ceux du peuple polynésien. Cette catégorie socio-culturelle "demi" n'est pas pour autant homogène : dans beaucoup de familles, certaines branches sont restées au district pour s'occuper directement de l'exploitation de leurs domaines ; tout en exerçant le leadership sur le plan local, elles se tahitiannisent progressivement par le biais des alliances matrimoniales et des adoptions ; elles ne perdent pas toutefois le contact avec leurs *fer'i'i* installés en ville que bien souvent, elles représentent.

Ceux-ci, plus entrepreneurs, ne se contentent pas, en bons propriétaires absents, de toucher la rente foncière accumulée grâce au travail à mi-fruit de leurs métayers polynésiens ; ils investissent l'argent gagné dans l'armement interinsulaire, l'import-export, le négoce... toutes activités fort rentables liées au fonctionnement normal de l'économie de traite. Peu à peu se constitue une grande bourgeoisie urbaine qui pratique l'endogamie, soigne l'éducation de ses enfants qui deviennent fonctionnaires ou font carrière dans les professions libérales. Ils ne manquent jamais de rappeler aux *popa'a* leurs origines polynésiennes (de plus en plus lointaines) mais, comme l'a remarqué l'un d'entre eux, G. Coppenrath, ils demeurent "tournés vers un monde extérieur" qui, c'est moi qui précise, n'a rien de polynésien.

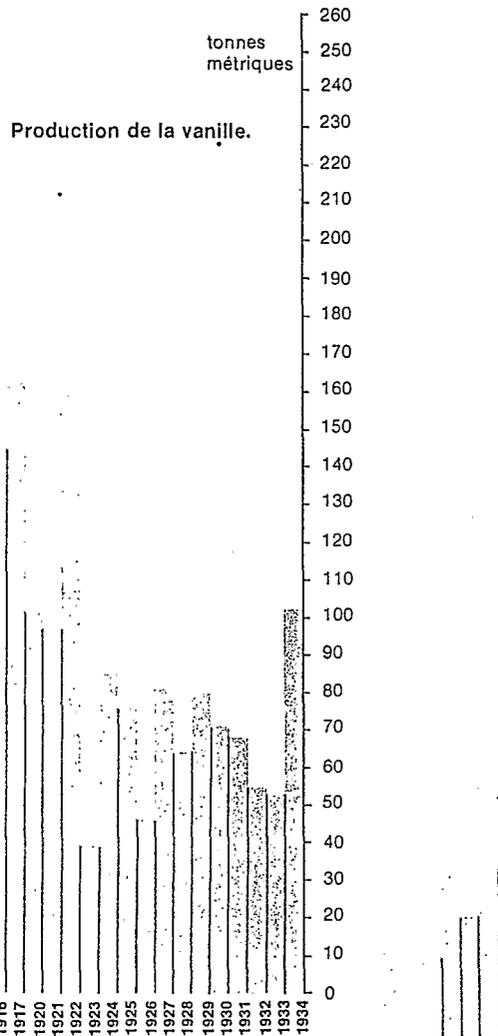
### Les Chinois : une communauté marginalisée

La communauté chinoise a des origines plus modestes. Les premiers *Tinito* qui arrivent à Tahiti sont de simples coolies recrutés par un colon britannique, W. Stewart, qui veut lancer la culture du coton dans la plaine d'Atimaono, la seule qui ait une ampleur suffisante pour se prêter à une expérience de grande colonisation. L'entreprise démarre bien, mais les cours s'effondrent à la fin de la guerre de Sécession et W. Stewart fait faillite. Quelques Chinois ne sont pas rapatriés dans leur pays. Ils sont bientôt rejoints par des compatriotes que le surpeuplement et la misère chassent de la région de Canton en Chine du Sud. Ce courant migratoire ne s'arrêtera qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Très vite, ces étrangers qui demeurent très attachés à leurs traditions ancestrales se heurtent à l'opinion publique : on leur reproche volontiers leur passion du jeu et leur goût pour l'opium. On ne fait d'ailleurs pas grand-chose pour les intégrer à la société locale. A partir de 1932, de crainte qu'ils ne mettent la main sur les terres "indigènes" qui n'ont pas encore été acquises par les Demis et les *popa'a*, on leur refuse pratiquement l'accès à la propriété immobilière. Les naturalisations, qui leur permettraient d'exercer toute une série de professions réservées aux citoyens

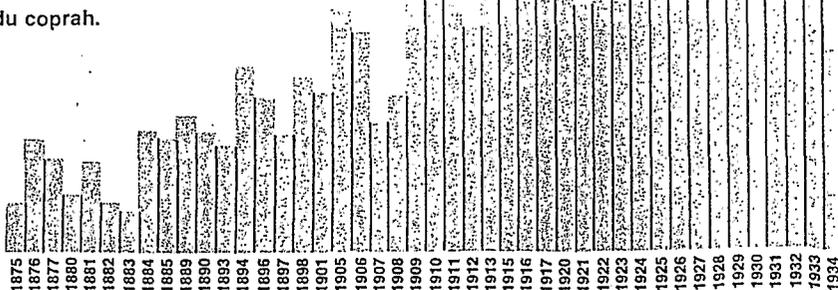
français, leur sont accordées au compte-goutte. Il n'est donc pas étonnant qu'à l'exception de quelques agriculteurs qui s'intègrent bien souvent au milieu polynésien, planteurs de vanille à Moorea et aux îles Sous-le-Vent, maraîchers à Tahiti, les *Tinito* se soient spécialisés dans le commerce, où leur labeur acharné et leur sens de l'épargne font merveille. Partis de rien, ils parviennent en quelques décennies à monopoliser le commerce et l'artisanat, à contrôler toutes les

transactions touchant la vanille et la nacre, à investir de gros capitaux dans la flottille de goélettes qui assure le trafic entre Tahiti et les îles, à conquérir aux dépens des *popa'a* et des Demis dont c'est le domaine réservé, des positions importantes dans l'import-export... Le commerce de l'argent leur échappe, mais tous les commerçants *tinito* des districts accordent un large crédit à leurs débiteurs polynésiens imprévoyants... On ne saurait se passer des Chinois.

Évolution des deux principales productions de traite entre 1875 et 1934. La vanille, qui est une culture très spéculative (voir l'allure de la courbe), et le coprah dont la progression est plus lente et plus régulière (elle atteint en 1934 des sommets qu'elle ne retrouvera plus qu'exceptionnellement) ont joué un rôle déterminant dans la formation d'une société originale, en faisant basculer dans la modernité coloniale un certain nombre de descendants "demis" des anciens *ari'i*, en contribuant à l'émergence d'une catégorie socio-culturelle *ma'ohi* traditionaliste (voir p. 42).



Production du coprah.



# ENCYCLOPEDIE DE LA POLYNESIE

## vivre en Polynésie 1

Ce huitième volume de l'Encyclopédie de la Polynésie a été réalisé sous la direction de

**François Ravault,**

Docteur de 3e cycle en Géographie, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

assisté de **Jean-Marc Pambrun**, Maître en Sciences sociales et Sciences humaines,  
Directeur du Département des Traditions du Centre polynésien des Sciences humaines,

avec la collaboration de : **Gilles Blanchet**, Docteur d'État en Sciences économiques, Économiste à l'O.R.S.T.O.M.,  
**Philippe Couraud**, Docteur-Ingénieur en Agro-Économie, Service de l'Économie rurale, **Michel Etilage**, Maître en Droit,  
Attaché juridique au Service des Affaires administratives, **Paul Hodée**, Docteur ès Sciences de l'Éducation,  
Vicaire général de l'Archevêché de Papeete, **Claude Marere**, Journaliste indépendant,

**Thierry Nhun-Fat**, Docteur de 3e cycle en Statistiques,

Responsable du département Études et Programmation au Service du Tourisme,

**Arapari Papanai**, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française, Paroisse de Mahina,

**Jean-Marius Raapoto**, Titulaire d'un D.E.A. en Phonétique, Conseiller à l'Assemblée territoriale,

**Claude Robineau**, Docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

**Bruno Saura**, Titulaire d'un D.E.A. d'Études politiques, Journaliste au *Nouveau Journal*,

**Geneviève Simon**, C.A.P.E.S. de Sciences économiques et sociales, Professeur au lycée d'Orange,

**William Vanizette**, Titulaire d'un D.E.A. en Sciences économiques, Analyste chargé d'études au Service des Affaires économiques,

**Henri Vernier**, Licencié en Théologie, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française.

Conception et production : **Christian Gleizal**

Maquette et coordination de la réalisation technique : **Jean-Louis Saquet**

Assistante de production : **Catherine Krief**

Illustrations et cartographie : **Catherine Visse et Jean-Louis Saquet**

L'iconographie de ce volume a été rassemblée grâce à l'aide qui nous a été apportée par :

à la National Library of Australia : Barbara Perry, Pictorial Librarian, Sylvia Carr, Acting Pictorial Librarian ;  
à la State Library of New South Wales, Dixon Library : Mrs Rhodes, Dixon Librarian ; à l'O.P.A.T.T.I. : Christian Vernaudon, directeur général,  
Patrick Robson, directeur des Relations Publiques, Hyacinthe Cao, photographe ;  
au Service de l'Information et des Relations avec la Presse de la Présidence du Gouvernement : Philippe Guésdon, chef du service,  
Roland Gloaguen, adjoint, Gilles Hucault, photographe ; au Service des Archives territoriales : Pierre Morillon, chef du service ;  
à l'Institut territorial de la Statistique : Gérard Baudchon, directeur, Emile Bruneau, adjoint ; à *La Dépêche* : Michel Anglade, directeur ;  
aux *Nouvelles* : Heimata Hirshon, directeur, Lucien Maillard, directeur de la publication ; le Service de Documentation de l'Église évangélique ;  
à l'Église réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (sanito) : le Président et le Secrétaire ;  
à l'Église adventiste : Roger Brotherson, directeur du Département de Communication ;  
à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (mormone) : le Président ; et l'Association des Témoins de Jéhovah.

Nous remercions également les collections privées qui nous ont été accessibles grâce à l'obligeance de  
A. Ata, Jacqui Drollet, A. Poroi, R.P. Patrick O'Reilly, F. Sanford.

**Photographies** : J. Bouchon, H. Cao, E. Christian, D. Darqué, M. Folco, B. Hermann,  
G. Hucault, H. Lemasson, Ch. Pinson, Cl. Rives, G. Simon, A. Sylvain, B. Vannier.



03 JUL. 1990

CHRISTIAN GLEIZAL / MULTIPRESS

18.231 vol.